MONTRÉAL CAMPUS

INFESTATIONS ET RÉSILIATIONS

DES PROBLÈMES RÉCURRENTS AUX RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES

UQAM P4-5

UN PRÉJUGÉ À LA FOI

Les jeunes croyants font face aux idées reçues et demeurent souvent incompris SOCIÉTÉ P8-9

AU-DELÀ DU BUNKER

Repenser le design des universités pour favoriser la réussite CULTURE P15

ÉDITORIAL

STAGIAIRES PRÉCAIRES

DOMINIQUE DEGRÉ
FÉLIX DESCHÊNES

La question de la rémunération du travail étudiant revient à l'avant-plan. Et elle le devrait. Cette question pourrait bien incarner un nouveau point de ralliement pour un mouvement étudiant aux allures désarticulées.

Au moment d'écrire ces lignes, les étudiants en sciences humaines, en langues et communication ainsi que ceux en sciences de l'éducation de l'UQAM se sont dotés de mandats de grève le 16 février. Ces mandats les incitent à participer aux actions de perturbation en marge du Rendez-vous national sur la main d'oeuvre, qui réunira à Québec les grandes centrales syndicales, le patronat et le gouvernement.

Comme l'a démontré la victoire récente des doctorants en psychologie, une mobilisation continue et un effort concerté peuvent faire mouche: ceux-ci toucheront finalement une rémunération pour leurs internats en milieu hospitalier, et ce, après une dizaine d'années de lutte. On croirait que ce gain obtenu en décembre a soufflé sur les braises d'une lutte encore plus ancienne: celle entourant la rémunération du quatrième et dernier stage des futurs enseignants.

Cette revendication ne date pas d'hier. En fait, elle est presque aussi vieille que l'UQAM elle-même. En 1977, Le Groupe de travail chargé d'une étude sur la formation pratique des maîtres recommandait dans son rapport *« qu'un montant forfaitaire de 100 $ soit alloué annuellement à chaque stagiaire, à titre de compensation, pour les frais particuliers qu'il dit encourir dans l'exercice de ses fonctions en milieu scolaire »*. Il est désolant de constater qu'en quatre décennies, rien n'a changé. Constat d'autant plus désolant lorsqu'on considère les quelques déclarations çà et là qui s'annonçaient prometteuses.

En 2008 par exemple, la ministre libérale de l'Éducation de l'époque, Michelle Courchesne, avait annoncé qu'il y aurait une *« table de réflexion »* sur la rémunération des stages en éducation. Lors du dépôt du bilan de cette consultation entre des représentants des universités et du Ministère, Mme Courchesne a fermé la porte au projet.

En 2014, le conseil général du Parti libéral du Québec a adopté une résolution en faveur de la compensation monétaire des stagiaires en enseignement. Or, cette motion est restée lettre morte depuis.

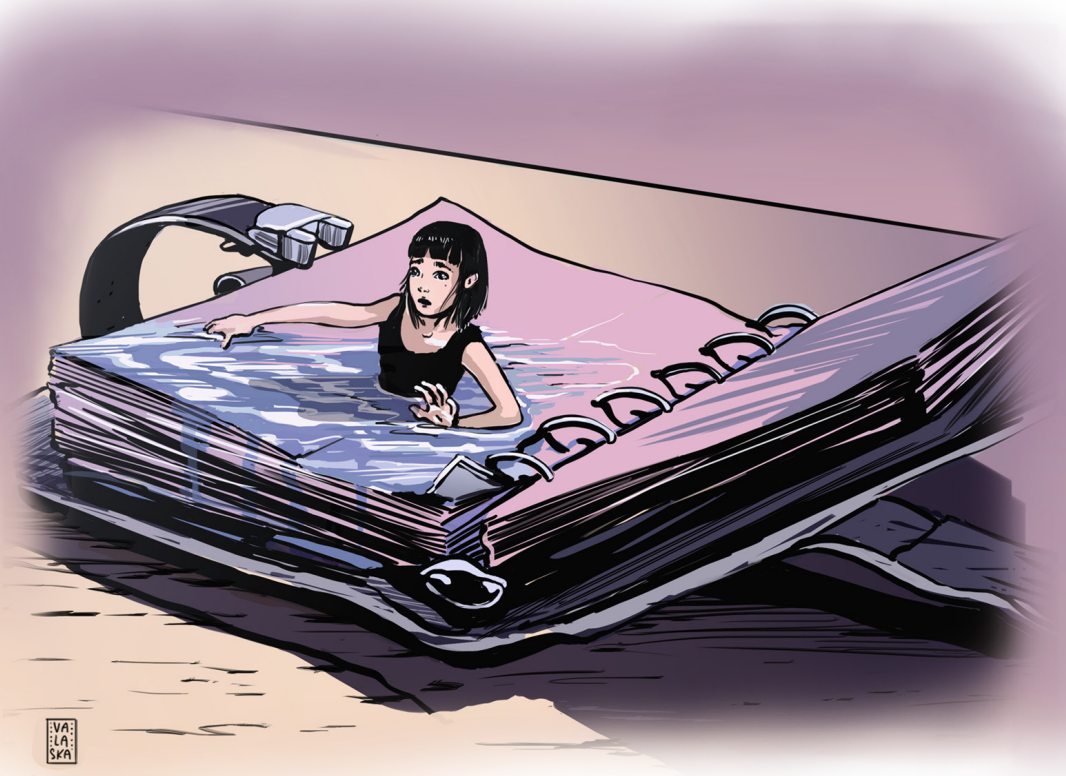
Au bout de toutes ces tergiversations et d'un surplace incessant, ces étudiants doivent toujours consacrer, selon une étude de la firme Saine Marketing commandée par la Fédération étudiante universitaire du Québec en 2007, environ 50 heures chaque semaine pendant 12 semaines à la prise en charge complète d'une classe lors de leur stage final. Le tout sans toucher un sou. Cet horaire à temps plein signifie que la majorité des étudiants qui occupent un emploi à temps partiel pendant leurs études doivent démissionner et se trouvent donc sans revenu.

Il est impératif de reconsidérer ce débat sous une nouvelle perspective en raison des nombreux changements survenus depuis 40 ans. Le milieu de l'éducation a bien mauvaise mine après avoir subi des coupes de dizaines de millions de dollars imposées par Québec.

Résultat: il y a un besoin criant de réinvestissement chez les techniciens spécialisés et même les enseignants — rémunérés — croulent sous les classes trop nombreuses.

Selon une étude dirigée par Thierry Karsenti, directeur du Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante, 25 % des enseignants avec moins de cinq ans d'expérience quittent la profession. Les principales raisons invoquées ? La charge de travail trop importante, le manque de ressources et la gestion difficile des élèves en difficulté — des jeunes qui manquent d'encadrement, faute de budget. Cette même étude conclut d'ailleurs que 63 % des futurs enseignants se sentent *« peu préparés à faire face à la réalité des salles de classe »*.

Le cas des doctorants en psychologie, tenus d'effectuer un internat non rémunéré de 1 600 heures en milieu hospitalier après avoir déjà complété 700 heures de stage, était d'une aberration crasse. Celui des futurs enseignants ne devrait pas moins susciter l'indignation. Faisant aujourd'hui les frais d'un système d'éducation mis à mal où le surmenage est presque la norme, ils remplissent des fonctions pourtant vitales dans des conditions plus que précaires. ❖



Corédacteurs en chef : Dominique Degré et Félix Deschênes | **Chefs pupitres UQAM** : Jean-Philippe Guilbault | **Société** : Jean Balthazard | **Culture** : Sarah Daoust-Braun | **Adjoints aux pupitres UQAM** : Guillaume Lepage | **Société** : Jasmine Legendre | **Culture** : Laurence Godcharles | **Directrice artistique** : Catherine Legault | **Stagiaires** : Julien Denis et Léa Martin | **Correctrice** : Myriam Gendron | **Conception graphique** : Fernando Calderón | **Impression** : Hebdo Litho | **Illustrations** : Valaska (page éditoriale), Xiadanni Calderón (en-têtes) | **Collaborateurs** : François Breton-Champigny, Alexis Boulianne, Julien Denis, Marissa Groguhé, Matisse Harvey, Julie Levasseur, Etienne Masse, Alexandre Moranville-Ouellet, Luca Max, Raphaëlle Ritchot, Mélina Soucy

Prière de recycler ce papier journal

PUBLICITÉ :
Accès média : 514.524.1182
info@accemedia.com
Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec- Bibliothèque nationale du Canada

MONTRÉAL CAMPUS est publié par les Éditions Montréal Camping inc.
CP. 8888 succ. Centre-Ville, Montréal (QC) H3C 3P8
Téléphone : 514.987.7018

Suivez Montréal Campus sur le web
www.montrealcampus.ca
Courriel: **redaction@montrealcampus.ca**

VOL. XXXVII | NO.3 | 8 FÉVRIER 2017

POLITIQUE DISCIPLINAIRE

Transparence et équilibre espérés

Les demandes des associations étudiantes par rapport aux comités disciplinaires seront entendues

GUILLAUME LEPAGE

Fortement critiquée depuis sa refonte en décembre 2015, la politique disciplinaire de l'UQAM pourrait être modifiée d'ici la fin du mois, à la faveur de recommandations proposées par les associations facultaires étudiantes, a appris le *Montréal Campus*.

Le processus aura été long : plus d'un an pour que ces doléances cheminent vers le conseil d'administration (CA) de l'Université, selon un document qui lui a été soumis le 20 décembre 2016. De fait, le vendredi 3 février dernier, cinq membres issus du CA se sont réunis pour se pencher sur les recommandations des associations facultaires.

Pour rappel, la refonte de la politique disciplinaire avait notamment donné naissance à un comité de discipline, un mécanisme de sanction pour les étudiants en infraction au *Règlement no 10 sur la protection des personnes et des biens* de l'Université. Depuis sa mise en place, quatre étudiants ont été jugés cet été pour des actes perpétrés dans la foulée des perturbations étudiantes au printemps 2015. L'un d'entre eux a été suspendu au trimestre dernier et un autre, expulsé. Or, cette dernière décision n'a toujours pas été entérinée par l'administration uqamienne.

La porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers, indique que ces démarches s'inscrivent en respect du fonctionnement normal des instances de l'Université : « *Le dossier a cheminé en suivant les étapes appropriées dans le contexte et en fonction des instances reconnues par l'UQAM et son CA qui demeurent sensibles aux préoccupations exprimées entourant le processus disciplinaire.* »

Joint au téléphone, Samuel Cossette, délégué étudiant au CA et présent lors des pourparlers du vendredi, s'est réjoui des « *gains* » obtenus, tout en prenant le soin de préciser que rien n'est joué. Ces modifications doivent être entérinées lors de la prochaine séance du CA, fixée au 21 février prochain.

C'est sur le plan de la composition du comité de discipline que M. Cossette souligne les changements les plus notables. Dans sa forme actuelle, un des cinq sièges peut être comblé par un cadre ou un employé de soutien. Et c'est le vice-recteur à la vie académique — actuellement René Côté — qui se charge de nommer unilatéralement les membres. Exit le cadre, si les recommandations adoptées vendredi deviennent effectives, révèle l'étudiant à la maîtrise en communication, tout en précisant qu'une banque de candidats serait soumise à M. Côté pour éviter toute « *décision arbitraire* ». « *On voulait des comités* [de discipline et de révision] *représentatifs de la communauté* [uqamienne], explique-t-il. *Cela passait en partie par les gens qui sont présents, mais aussi par la façon dont ils sont nommés.* »

Autre possible modification, cette fois-ci au chapitre de l'avis de convocation, l'étudiant recevrait une recension de tous les actes qui lui sont reprochés. « *Le plus gros des débats a été là-dessus*, indique Samuel Cossette. [...] *On voulait donner à la personne qui est convoquée tous les outils nécessaires pour se défendre en bonne et due forme et qu'elle ne soit pas prise au piège en arrivant sur place.* » Seize professeurs du Département des sciences juridiques avaient d'ailleurs transmis une missive au recteur Robert Proulx pour faire état d'une préoccupation similaire.

Aussi, l'étudiant, lors de son audition, pourra demander à visionner d'autres extraits de la bande vidéo sur laquelle figurent les gestes reprochés. Fait à noter, toutefois : les associations facultaires avaient formulé la requête que les preuves vidéos soient transmises à l'étudiant convoqué avant la tenue de son audition devant le comité de discipline. Celle-ci n'a donc pas été retenue au terme des pourparlers vendredi.

> « Les étudiants demandent une date, ils veulent des faits »
>
> **Lucie Lamarche, professeure en sciences juridiques**

L'avis des juristes

Samuel Cossette est « *confiant* » que les recommandations retenues soient ultimement appliquées au processus disciplinaire. Mais ces dernières vont-elles assez loin ? En entretien avec le *Montréal Campus*, les juristes Lucie Lamarche et Jean Baril — deux signataires de la lettre — se sont penchés sur les doléances étudiantes.

D'emblée, la proposition d'inclure dans l'avis de convocation les motifs de sanction est « *bien raisonnable* » puisque le texte actuel de la politique disciplinaire « *se borne* » à ne divulguer que « *les éléments essentiels* » des actes reprochés, pointe Mme Lamarche. « *Les étudiants demandent une date, ils veulent des faits.* [...] *L'expérience étudiante* [avec l'actuel comité], *c'est que l'UQAM sort de son chapeau des lapins vieux de deux ans* », illustre-t-elle. Mais « *ce n'est pas la révolution* », ajoute la professeure. « *Il reste des zones d'ombre. Ce n'est pas complètement clair jusqu'où* [les associations étudiantes] *ont des attentes par rapport aux détails des faits dont l'UQAM disposerait pour dénoncer un étudiant.* »

À l'heure actuelle, les témoins appelés par l'UQAM sont entendus par le comité de discipline hors de la présence de l'étudiant convoqué. Les associations étudiantes proposent plutôt que la teneur de ces témoignages anonymes soit communiquée en même temps que l'avis de convocation. Or, aux yeux de Lucie Lamarche, « *ça n'a pas d'allure que la preuve testimoniale soit entendue hors de la présence de l'étudiant* » exposé à de possibles sanctions. « *La preuve testimoniale est basée sur cette idée de " je te regarde et tu vas me le dire " »*, laisse-t-elle tomber.

Pour sa part, Jean Baril estime que dans le cas d'une suspension d'un an ou plus — « *une atteinte grave aux droits* », selon lui — la personne possiblement sanctionnée « *devrait avoir le droit d'être représentée par un avocat, si elle le souhaite.* »

M. Baril propose en outre d'impliquer « *une force extérieure: un ancien prof ou un juriste de la Ligue des droits et libertés* » afin de bonifier la discussion. ❖

Esprit de clocher

CHRONIQUE

S'asseoir sur ses lauriers

JEAN-PHILIPPE GUILBAULT

Les textes d'Etienne Masse et d'Alexis Boulianne lèvent le voile sur une réalité méconnue de bien des étudiants de l'UQAM : celle des résidences universitaires. Ce n'est pourtant pas la première fois que les habitations fournies par l'Université font la manchette du *Montréal Campus*. Depuis environ une décennie, il semblerait que les dix plaies d'Égypte se soient une à une abattues sur leurs logements. Entre 2009 et aujourd'hui, punaises de lit et dégâts d'eau ont mis à mal la patience des locataires étudiants. Voilà que maintenant il est question de « *menaces* » d'expulsion, pour citer une ancienne étudiante dans l'article d'Alexis Boulianne, lorsqu'un locataire oublie de payer son loyer de quelques jours. Se dire qu'il y a une possibilité de perdre son logement est un stress beaucoup plus important que l'on pourrait le croire. Pour reprendre aussi les propos de Martin Gallié, professeur de droit à l'UQAM rencontré par Alexis Boulianne, quelle est l'option pour les étudiants qui se font expulser des résidences pour avoir oublié de payer un mois le loyer ? C'est une question qui doit rapidement passer à l'esprit de tous ceux et celles qui reçoivent la fameuse lettre envoyée par Sentinel, compagnie gérant les résidences uqamiennes, indiquant qu'une poursuite sera intentée à la Régie du logement si le loyer n'est pas payé à temps. Rappelons que dans un article publié en 2015 par le *Montréal Campus*, on citait le rapport du directeur de la Santé publique de Montréal, qui soulignait à grands traits la difficulté des étudiants à se trouver un toit sur le marché locatif. L'idée d'être mis à la porte des résidences et de traîner une réputation de mauvais payeur paraît donc très peu reluisante.

À l'époque, l'une des solutions envisagées par l'ex-porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), François Saillant, était d'augmenter le nombre de logements étudiants. Or, cette piste semble être très loin dans les priorités de l'UQAM. Après l'échec de l'Îlot voyageur, les budgets d'immobilisation ne semblent plus être disponibles pour ce qui est de l'aménagement de nouvelles résidences. Sans compter que l'UQAM ne semble pas être à plaindre pour ce qui est du taux d'occupation de ses logements malgré les problèmes des dernières années : en 2013, le directeur des résidences, Karim Khelfaoui, indiquait que la plupart des chambres étaient complètes et qu'il avait même dû refuser près d'une centaine d'étudiants. Tout roule et continuera de rouler pour les résidences qui, année après année, peuvent compter sur les vagues de nouveaux étudiants pour remplir leurs bâtiments.

Au final, les étudiants sont au centre de deux problèmes qui ne semblent pas près d'être réglés. D'un côté, l'UQAM ne pourra pas être le moteur d'une volonté de loger les étudiants à moindre coût au centre-ville de Montréal. L'îlot voyageur restera le meilleur exemple de cet échec : le projet d'ajouter de nouvelles chambres aux résidences de l'UQAM aura été vendu à des intérêts privés qui ont finalement mis sur pied des logements extrêmement chers, allant même jusqu'à 40 % au-dessus de la moyenne du marché locatif. De l'autre côté, ledit marché est toujours plus hors de portée pour les étudiants avec le phénomène de l'embourgeoisement et de la multiplication des condos au détriment de l'extension du parc locatif.

L'appel à la multiplication de coopératives d'habitation, lancé depuis plusieurs années par l'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant n'aura malheureusement pas trouvé d'oreille attentive. ❖

Lire aussi: Notre dossier sur les résidences de l'UQAM ***Pages 4 et 5***

RÉSIDENCES DE L'UQAM

Bye bail!

Surreprésentation des résidences étudiantes de l'Université à la Régie du logement

ALEXIS BOULIANNE

Les résidences de l'UQAM ont eu recours à la Régie du logement plus de 260 fois dans les 8 dernières années, parfois pour résilier des baux et expulser des locataires. C'est au moins deux fois plus que toute autre université québécoise.

Sentinel Gestion Immobilière est l'entreprise responsable des résidences étudiantes de l'UQAM depuis plus de 20 ans. Selon les données de la Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ), seuls 4 % des baux signés avec elle dans les 8 dernières années ont été sujets à une décision de la Régie. Pourtant, ces chiffres sont bien différents de ceux des autres universités.

Sur la même période, l'Université de Montréal a eu recours aux services de la Régie du logement 148 fois pour 1120 baux signés par année — donc pour 1,8 % des locataires depuis 8 ans —, soit deux fois moins qu'à l'UQAM. À l'Université McGill, qui signe 3 500 baux chaque année, les réclamations devant la Régie représentent à peine 0,01 % des loyers signés pour la même période. Du côté de Concordia, avec laquelle 900 baux sont signés annuellement, on ne trouve qu'une seule décision à la Régie dans la période analysée. Contrairement à l'UQAM, ces établissements gèrent eux-mêmes leurs résidences étudiantes.

Pour le propriétaire de Sentinel, Benoit Aubé, le nombre élevé de baux liés aux résidences de l'UQAM, s'élevant à plus de 920 par année, justifie que sa compagnie utilise rapidement les mesures légales pour s'assurer de récupérer l'argent des loyers.

D'après la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers, tout retard de paiement est communiqué dans un avis écrit et verbal 22 jours après le 1er du mois. Cet avis indique l'octroi d'un délai de paiement au 1er du mois suivant. Après ce délai, Sentinel dépose une demande de résiliation de bail et d'expulsion du locataire à la Régie du logement. Si toutefois le locataire paie son loyer avant l'audience, précise Jenny Desrochers, Sentinel retirera sa demande de résiliation.

Selon Benoit Aubé, les cas où les résidences de l'UQAM doivent se présenter devant la Régie pour réclamation de loyer et résiliation de bail représentent une infime partie des baux signés. « *Quand on regarde le nombre de réclamations qu'on fait dans des blocs* [non-étudiants], *c'est beaucoup plus que ça* », relativise-t-il. Sentinel gère aussi plusieurs types d'habitations à Montréal.

Benoit Aubé explique que la procédure de réclamation des loyers diffère d'un établissement à l'autre. « *À McGill, ils retiennent les* [résultats scolaires] *jusqu'à ce que les étudiants paient leur facture. Nous, on utilise les moyens légaux* », précise-t-il. Au moment de mettre cette édition sous presse, l'Université McGill ne nous avait pas répondu pour confirmer cette affirmation. Dans le cas de Concordia, la direction des communications confirme que l'établissement facture le loyer des résidences étudiantes avec les autres frais de scolarité.

Des lettres de « menaces »

Des étudiants ayant vécu aux résidences de l'UQAM, interrogés par le *Montréal Campus*, affirment avoir été rapidement ramenés à l'ordre lorsqu'ils ont oublié de payer un loyer. Ancienne étudiante uqamienne, Maneva Ramian a vécu aux résidences entre 2011 et 2014 et elle raconte avoir reçu des lettres à plusieurs reprises l'informant qu'on prendrait des mesures légales contre elle si elle ne payait pas son loyer. « *Les mots de menaces de la part* [des résidences] *ne manquaient pas*, se rappelle-t-elle. *On recevait des menaces de poursuite en justice et d'expulsion si on avait quelques jours de retard* ».

> « On recevait des menaces de poursuite en justice et d'expulsion si on avait quelques jours de retard »
>
> **Maneva Ramian, ex-étudiante uqamienne**

À un jet de pierre des pavillons du Cœu administrées par Sentinel Gestion Imm

Un autre ancien étudiant de l'UQAM, Maxime Van Houtte, a lui aussi reçu une lettre d'avertissement en 2012. « *Deux jours après la date limite, j'avais reçu une lettre comme quoi ils m'amèneraient devant la Régie du logement si je ne payais pas dans un délai donné* », se remémore-t-il.

Le professeur de droit à l'UQAM Martin Gallié, spécialisé en droit du logement, avoue être étonné par les statistiques de la Régie à propos des résidences étudiantes de l'UQAM. « *Honnêtement, je suis surpris qu'il n'y en ait pas plus que ça !* » s'est-il exclamé lorsqu'il a appris la proportion de résiliations de bail aux résidences. D'après lui, le pourcentage d'expulsions aux résidences de l'UQAM se situe environ dans la moyenne québécoise, alors qu'environ 3,2 % des ménages se font expulser chaque année de leur logement pour défaut de paiement. Sa surprise vient du fait que les étudiants ont souvent des difficultés à remplir leurs obligations financières. « *Ça illustre surtout la précarité hallucinante des Québécois*, se désole-t-il. *Et particulièrement celle des étudiants.* »

Selon Jenny Desrochers, le gestionnaire des résidences effectue un suivi serré des non-paiements afin de « *prévenir la spirale d'endettement des locataires* ». Pourtant,

PHOTOS ALEXIS BOULIANNE MONTRÉAL CAMPUS

r des sciences de l'UQAM, les résidences Saint-Urbain sont, depuis plus de 20 ans, obilière. Idem pour les résidences René-Lévesque (notre photo à gauche).

Des colocataires indésirables... encore

Une sensibilisation défaillante aux infestations de punaises de lit pourrait expliquer leur présence récurrente

ETIENNE MASSE

Depuis 2009, plusieurs cas d'infestations de punaises de lit ont été recensés dans les résidences de l'UQAM. Encore cette année, des étudiants se sont retrouvés aux prises avec cet irritant. À la lumière d'entrevues réalisées par le *Montréal Campus*, aucune sensibilisation ne semble avoir été effectuée dans les logements étudiants, même s'il s'agit d'un aspect crucial à la résolution du problème.

« L'UQAM ne loue pas de logements infestés de punaises de lit », affirme la porte-parole de l'UQAM, Jenny Desrochers. Selon ses dires, l'Université s'engage à fournir des chambres qui offrent les conditions adéquates d'habitabilité prévues par la loi.

L'étudiant et résident Nabil Bereksi n'est toutefois pas de cet avis. Le jeune homme soutient que des punaises se trouvaient déjà dans sa chambre à son arrivée, en mai dernier. *« Au début ça me grattait. Je pensais que c'était des moustiques. Ça a duré jusqu'en juillet. C'est là que je m'en suis rendu compte* [que c'étaient des punaises de lit]. *J'ai commencé à avoir des boutons et à me gratter vraiment fort »*, se souvient l'étudiant. Il affirme avoir dû se renseigner lui-même pour connaître la nature du problème, notamment auprès de son père, médecin de profession.

Après avoir identifié la source de ses démangeaisons, M. Bereksi mentionne s'être heurté à un mur lors de ses communications avec les responsables de la résidence. À l'UQAM, on refusait systématiquement ses demandes de déménagement. *« C'est dégueulasse. J'aurais aimé qu'on me change de chambre.* [...] *Je ne dormais plus, j'ai dû dormir un mois dans le salon, sur un canapé »*, se plaint l'étudiant. Il affirme également avoir dû manquer plusieurs jours de travail pour s'occuper des exterminations, sans possibilité d'obtenir un dédommagement de la part de l'établissement. L'étudiant avait l'impression d'être laissé à lui-même relativement à son problème. Il a demandé qu'on le change de chambre, que l'on résilie son bail ou que l'on trouve une autre solution. *« On m'a dit : "Non, non, non. On appelle l'exterminateur et c'est tout" »*, raconte M. Bereksi.

Un problème récurrent

Des articles publiés par le *Montréal Campus* depuis 2009 montrent que ce problème n'est pas nouveau à l'UQAM. Selon Pierre Durand, exterminateur certifié chez Duramax Exterminateur, l'absence de mesures de sensibilisation pourrait expliquer la difficulté qu'ont certains établissements à se débarrasser de cette vermine. *« Les gens n'en parlent tellement pas qu'une infestation qui avait seulement une dizaine de punaises dans la première semaine peut se ramasser un, deux, trois mois plus tard avec des milliers qui ont parcouru tout le bâtiment*, explique M. Durand. *Il faut faire de la sensibilisation et informer les gens, sinon on ne s'en sortira pas. »*

Nabil Bereksi et d'autres étudiants des résidences rencontrés affirment n'avoir reçu aucune documentation ou recommandation concernant les punaises de lit et les comportements à adopter pour éviter leur propagation. *« Jamais il n'a été mention de punaises, ni même dans notre bail. On l'a su en lisant le* Journal de Montréal *»*, confie une résidente.

Rappelons toutefois que c'est la compagnie Sentinel Gestion Immobilière qui gère les résidences de l'Université. Jenny Desrochers, confirme que le contrat liant l'UQAM à Sentinel pour la gestion de ses résidences inclut l'extermination des punaises de lit. Au moment de mettre cette édition sous presse, l'entreprise n'avait pas répondu à nos demandes de précision quant aux mesures de sensibilisation qu'elle met en place.

Pierre Durand explique qu'une extermination efficace nécessite une application d'insecticide dans les murs et un nettoyage à la vapeur, ce qui, selon Nabil Bereksi, n'a pas été fait lors des multiples traitements de son logement. *« Ça n'avait pas du tout l'air professionnel*, soutient l'étudiant. *On aurait dit que j'appelais un de mes amis qui passait un petit peu de poush-poush et c'est tout ! »*

Mme Desrochers explique qu'à la fin de chaque été, un grand ménage est effectué dans les résidences. Les lits sont démontés puis réassemblés et le concierge principal, formé par l'exterminateur avec lequel l'UQAM fait affaire, procède à une *« inspection visuelle »* préventive des lieux. *« Si l'inspection visuelle révèle la présence de punaises de lit, l'opération d'extermination est mise en branle dans les meilleurs délais »*, précise-t-elle.

Dans les autres établissements de l'Île

Les autres universités montréalaises disposent de protocoles d'intervention et de sensibilisation étoffés. À l'Université McGill, tous les étudiants qui emménagent dans les résidences reçoivent une note qui indique les précautions à prendre afin de prévenir les infestations. *« Comme nous savons que les étudiants vont voyager, nous leur envoyons aussi de l'information via courriel »*, précise Vincent Campbell Allaire, agent de communication de l'Université McGill. Ce dernier mentionne que les chambres sont inspectées par des chiens renifleurs durant l'été et avant l'arrivée des nouveaux étudiants. C'est aussi le cas de l'Université Concordia, qui a également fait l'acquisition d'équipement de nettoyage à vapeur pour faire face au problème.

M. Campbell Allaire mentionne que plusieurs cas d'infestations de punaises de lit ont eu lieu sur le campus et dans les résidences, mais qu'ils ont tous été traités. Pour assurer l'efficacité des traitements, des chambres sont réservées sur les étages dans le cas où une relocalisation temporaire serait nécessaire. L'agent de communication mentionne que les matelas contaminés sont systématiquement changés et qu'un crédit de nettoyage de 40 $ est fourni à l'étudiant. *« Jusqu'à maintenant, nous n'avons eu aucun cas où les punaises sont apparues à nouveau »*, affirme-t-il.

précise-t-elle, l'UQAM ne procède pas à des enquêtes de crédit avant de signer le bail pour s'assurer de la capacité de paiement de ses locataires.

Pour Martin Gallié, un tel suivi ne règle pas les problèmes des locataires plus précaires. *« C'est bien d'éviter l'endettement, mais quelles sont les solutions de relogement des locataires expulsés ? »* demande-t-il, en référence à l'explication de Jenny Desrochers. Au moment de mettre cette édition sous presse, l'UQAM n'avait pas répondu à notre courriel à ce sujet.

D'autre part, Martin Gallié est d'avis que les procédures de résiliation de bail et d'expulsion ont des effets négatifs qui vont bien au-delà du fait de perdre son logement. Il cite des études qui lient l'expulsion à des problèmes de maladie mentale, à la perte d'un emploi, ainsi qu'à une dégradation de la qualité de vie. *« 60 % des gens qui sont expulsés de chez eux se retrouvent dans un logement qui coûte autant, sinon plus cher que leur loyer précédent »*, explique-t-il. Il affirme par ailleurs que la grande majorité des procédures de résiliation du bail à la Régie du logement se terminent par une décision en faveur du locateur, décision prise en moins de deux minutes, qui entraîne l'expulsion du locataire.

927

C'est le nombre total de baux aux résidences de l'UQAM

Source : Espaces commerciaux et hébergement UQAM

Méfaits divers

CHRONIQUE

Un fardeau désolant

JEAN BALTHAZARD

« *En tant que parlementaires, nous avons la responsabilité de faire preuve d'une conduite exemplaire.* » J'ai les mots de Manon Massé en tête chaque fois que je vois des nouvelles relatives aux députés libéraux Pierre Paradis et Gerry Sklavounos.

On apprenait récemment qu'aucune accusation ne serait déposée contre M. Sklavounos, qui faisait l'objet d'allégations d'agressions sexuelles. Je ne mènerai pas ma propre enquête envers le député. La justice a parlé.

Je continue tout de même à ressentir un malaise par rapport à toute cette situation alors que plusieurs reportages ont révélé des comportements dégradants de la part de Gerry Sklavounos : harcèlement de jeunes employées, envoi de courriels sexistes et propositions insistantes. Le retour à l'Assemblée nationale de ce dernier me paraît inconcevable si en théorie un député doit s'engager à « *l'amélioration des conditions sociales* » au Québec.

Je ressens aussi un profond malaise à la lecture de la dernière lettre ouverte d'Alice Paquet, la jeune femme qui a dénoncé M. Sklavounos. Non pas un malaise par rapport à ses écrits, mais par rapport à ce qu'elle pointe du doigt.

« *En somme, il nous faudrait être des " victimes parfaites " pour se faire entendre, soit des femmes irréprochables et en mesure de documenter à la minute près les détails de l'agression* », dénonce-t-elle dans sa lettre, publiée le 3 février dernier dans *Le Devoir*.

Les victimes présumées qui en parlent ouvertement font preuve d'une dose de courage qui dépasse l'entendement, surtout en sachant que le processus judiciaire n'est pas garant d'un jugement favorable. C'est rarement le cas, en fait. Trois plaintes pour agressions sexuelles sur 1000 se soldent par une condamnation.

J'ai de la difficulté à concevoir que celles qui font appel à la justice et qui ont le courage de dénoncer ces actes mentiraient ou ne posséderaient pas suffisamment de preuves dans une majorité aussi écrasante des cas.

Des experts juridiques et des groupes de défense des droits des femmes ont souligné que le verdict de non-culpabilité qu'a reçu l'ex-animateur de CBC Jian Ggomeshi rappelle que les témoins doivent se plier à des standards irréalistes lorsqu'ils ont besoin de faire la preuve de ce qu'ils avancent. La société a beau essayer de condamner publiquement les agresseurs présumés, elle a besoin de changer ses idées préconçues.

« *Une agression sexuelle est un geste à caractère sexuel, avec ou sans contact physique* [...]*, sans le consentement de la personne visée* [...]*, par une manipulation affective ou par du chantage* », est-il écrit sur le site web du gouvernement du Québec.

On dédramatise souvent une agression à caractère sexuel lorsqu'elle n'occasionne pas de violences physiques. On devient plus suspicieux envers la victime quand on apprend que le consentement ne semble pas direct et annoncé bien avant le crime allégué. Le consentement peut s'arrêter à tout moment et c'est dans les droits de la personne de changer d'avis en plein milieu de la relation sexuelle. Loin de moi l'idée de vouloir parler au nom des femmes. Je ne vivrai jamais leur réalité quotidienne et les souffrances qu'elles subissent, mais ces lacunes du système judiciaire méritent une attention particulière. ❖

AVIS D'INTENTION DE DISSOLUTION

Montréal

00:00

Prenez avis que la personne morale sous le nom de *La Trousse-Voyages Inc.* demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre conformément aux dispositions de la Partie III de la Loi sur les compagnies. Montréal, le *8 février 2017*.

SPORTS

Un après-Citadins à l'étranger ?

Peu d'athlètes uqamiens atteignent les rangs professionnels au pays, faute de débouchés

ALEXANDRE MORANVILLE-OUELLET

Les athlètes des formations de basketball et de soccer des Citadins de l'UQAM disposent de moyens fort limités quand il s'agit de poursuivre leur carrière sportive professionnelle.

Le programme de sport d'excellence des Citadins représente près de 200 athlètes regroupés au sein de dix équipes sportives. Or, malgré leur grand nombre, peu d'entre eux réussiront véritablement à percer dans leur discipline à un niveau professionnel.

Le capitaine de la formation masculine de basketball des Citadins, Greishe Clerjuste, souhaite ardemment poursuivre sa passion sportive. « *C'est sûr que j'aimerais en faire une carrière. J'ai envie d'aller tester le niveau des professionnels, de voir le calibre et de savoir si j'ai véritablement une chance dans ce monde-là* », explique-t-il.

Si la compétition professionnelle intéresse le jeune homme, ce n'est pas au Québec ni même au Canada qu'il ne pourra y accéder. « *Au pays, il n'y a qu'une seule ligue professionnelle de basketball et le nombre de places y est extrêmement limité,* relate-t-il. *Ce n'est pas comme en France, par exemple, où l'on compte pas moins de cinq ligues de ce calibre.* »

Les anciens Citadins sont nombreux à s'être expatriés pour percer dans leur discipline. À l'instar d'Armel Dagrou, qui évolue maintenant au sein de l'équipe nationale de soccer du Burundi ou encore de Camille Michaud, qui fait partie de l'équipe de basketball de Saumur en France, peu d'athlètes diplômés de l'UQAM demeurent au Canada.

Un problème d'institutions

« *Le championnat canadien pourrait être beaucoup plus fort s'il n'y avait pas une vague d'émigration très importante vers les États-Unis* », explique Djassam Bouin, cofondateur de BK Sports Agency, une agence de repêchage internationale de joueurs de basketball. « *Ça m'arrive souvent d'aller voir des joueurs canadiens, mais qui jouent aux États-Unis,* poursuit-il. *S'ils estiment qu'il faut aller là-bas, c'est qu'ils croient qu'il n'y a pas les structures, les techniciens et la visibilité nécessaire pour les faire évoluer au Canada.* »

CATHERINE LEGAULT MONTRÉAL CAMPUS

Une hégémonie des formations universitaires américaines nuirait à la visibilité des athlètes d'ici.

Des problèmes structurels persistent, mais on constate également un manque de débouchés dans certains sports, tel le soccer féminin. Une réalité que déplore l'entraîneur-chef de l'équipe féminine de soccer des Citadins, Alexandre da Rocha. « *Le problème, c'est qu'il n'existe pas de ligue semi-pro de filles en ce moment au Québec* », analyse-t-il, ajoutant que trois équipes de l'Ontario ont déjà confirmé leur intérêt de fonder un pendant féminin à la Première ligue de soccer du Québec (ou PLSQ) à l'été 2018.

Rivaliser avec nos voisins

« *Les Canadiens ne bénéficient pas d'un statut particulier en Europe, où les équipes ont un quota d'environ cinq joueurs étrangers par formation. Ils se retrouvent donc en concurrence directe avec les Américains, et c'est donc très dur de percer* », affirme M. Bouin, qui croit également que les Citadins n'ont pas un calendrier assez intéressant pour attirer l'œil des grandes équipes.

« *L'équipe de l'UQAM ne joue que contre quatre ou cinq équipes dans l'année. Il faut avoir un budget qui va élargir le calendrier, leur permettre de jouer contre des équipes de la côte ouest, par exemple* », suggère-t-il.

Même son de cloche du côté d'Alexandre da Rocha, qui est conscient de l'hégémonie américaine. « *Lorsqu'une équipe américaine repêche une Canadienne, elle ne choisit que les meilleures, celles qui ont une visibilité nationale et qui jouent depuis un bout, ce qui ne laisse pas beaucoup de places pour mes joueuses* », mentionne-t-il.

Quoi qu'il en soit, il en faudra plus pour décourager Greishe Clerjuste, qui a les yeux rivés vers l'étranger. « *Je crois que toute l'équipe de basketball a de bonnes chances d'être repêchée. Jouer à l'extérieur du pays, c'est une opportunité que je veux saisir pas seulement pour jouer au professionnel, mais pour l'expérience en elle-même* », explique l'athlète de 23 ans.

M. Bouin se fait également optimiste quant à l'avenir des jeunes sportifs. « *C'est vraiment une bonne occasion pour les équipes sportives évoluant au Canada. Cela dépend de comment ils vont gérer les championnats universitaires, et de comment ils vont faire pour retenir le talent* », conclut-il. ❖

148

athlètes étudiants évoluent au sein des Citadins de l'UQAM, divisés en neuf équipes féminines et masculines.

Source: données colligées à partir du site web des Citadins de l'UQAM

TRAVAIL SOCIAL

Sans-abri… et sans reconnaissance

Les plans de lutte de la Ville pour contrer l'itinérance négligent encore certains élément cruciaux, avancent des experts

JULIE LEVASSEUR

Au nombre de 3 016 ou 30 000 selon les intervenants, les personnes itinérantes demeurent méconnues. Pourtant, plusieurs programmes et politiques essaient tant bien que mal de faire valoir leurs droits et de leur venir en aide. Et s'il suffisait de les écouter ?

C'est dans le but de remédier à l'absence de voix des sans-abri que le diplômé à la maîtrise en communication de l'UQAM Simon Langelier a écrit son mémoire *Approche compréhensive : le déni de reconnaissance chez les personnes itinérantes de Montréal*. À son avis, la reconnaissance des individus marginalisés passe par l'éducation de la population. Il souligne également qu'une partie de la solution réside dans les actions individuelles. *« On est tous capables de saluer quelqu'un, de sourire, de regarder les gens, de leur répondre »*, soutient-il.

Simon Langelier propose de mieux informer le public pour qu'il se mette à la place des personnes ciblées. La sensibilisation devrait toutefois miser sur autre chose que la pitié et la charité. *« Sinon, on reste dans la distance entre les classes »*, explique-t-il.

Selon M. Langelier, *« la première chose à faire serait de ne pas imposer aux gens ce dont on croit qu'ils ont besoin »*. Une approche compréhensive serait préférable. *« Pourquoi ne pas ouvrir des postes dans les centres communautaires pour sonder les personnes concernées en premier plan ? »* s'interroge-t-il.

« Les personnes itinérantes peuvent et doivent être consultées », pense également le coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), Pierre Gaudreau. Il recommande de mettre à contribution l'expertise des organismes sur le terrain. *« Il faut avoir la préoccupation à différents niveaux pour instaurer des politiques* […] *en phase avec le milieu »*, insiste-t-il.

Pour Pierre Gaudreau, la meilleure façon de conserver l'humanité dans la lutte à la pauvreté est d'axer les politiques sur les droits des individus. *« Concrètement, ça veut dire que, pour des personnes qui ont des noms et des visages, il y aura une réelle amélioration*, remarque-t-il. *On ne travaille pas de façon désincarnée. »*

Des formations adaptées

À son avis, la sensibilisation doit aussi se faire dans les institutions. Le RAPSIM travaille actuellement à offrir aux employés municipaux des formations sur les diverses réalités de l'itinérance : intervention en situation de crise, santé mentale et itinérance des femmes font partie des enjeux discutés.

Simon Langelier souligne que plusieurs des personnes itinérantes rencontrées lors de la réalisation de son mémoire lui ont rapporté des relations difficiles avec les intervenants sociaux. Il suggère que les étudiants en travail social soient davantage incités à effectuer un stage dans un organisme d'aide aux sans-abri pour mieux les comprendre. Selon ceux interviewés, la reconnaissance en tant que personne à part entière est indispensable.

CATHERINE LEGAULT MONTRÉAL CAMPUS

L'opération de dénombrement « Je compte MTL 2015 » a recensé 3016 personnes vivant en situation d'itinérance dans la métropole.

Des mesures plus flexibles

Selon Pierre Gaudreau, la souplesse représente la clé : des individus préfèrent tenter une courte expérience de travail, d'autres ont besoin d'encadrement à long terme. Pour certains, les initiatives de réinsertion doivent permettre une valorisation, sans finalité d'emploi permanent ou d'ascension sociale, ajoute-t-il. Simon Langelier déplore la lourdeur des procédures dans la plupart des programmes. À son avis, cela crée une marginalité structurelle, dans laquelle sont confinées les personnes itinérantes à travers des règles inintelligibles. En d'autres termes, les structures ne sont pas adaptées à la population qu'elles traitent, donc celle-ci se retrouve plus défavorisée. Les personnes doivent alors *« s'arranger avec ça »* et chercher de l'aide comme elles le peuvent, sans en avoir les connaissances ni les capacités pour le faire.

Si la désinsertion sociale prend en moyenne cinq ans, un toit ne peut tout régler. *« Les gens dans la rue sont dans une situation psychologique et physique qui demande une approche globale »*, indique Paul Carle, professeur associé au Département de communication sociale et publique de l'UQAM.

Et après ?

Selon Pierre Gaudreau, miser uniquement sur l'accès au logement s'appuie sur une vision incomplète et dangereuse qui risque d'accaparer les budgets aux dépens d'autres mesures qui ont fait leurs preuves pour réduire l'itinérance. Il estime que le recours au dénombrement trace un portrait insuffisant. *« L'itinérance ne se résume pas aux 3 016 personnes qu'on a vues le 24 mars 2015, il y en a beaucoup plus que ça*, fait-il savoir. *Le Polaroid est imparfait donc on arrive à une cible qui dénie l'importance de la prévention. »* À travers l'opération « Je compte MTL », l'administration Coderre avait effectué un premier recensement des personnes itinérantes à Montréal afin de mieux connaître cette population.

Paul Carle insiste sur l'intervention en amont. *« Environ 70 % des personnes dans la rue à Montréal proviennent d'autres régions ou provinces; on pourrait aller voir ce qui se passe ailleurs »*, avance-t-il. Selon le professeur, il s'agit d'un problème social majeur dont *« on ne voit pas que ça commence dans nos maisons, nos écoles, nos lieux de travail, au fond du rang dans nos campagnes. »*

Le RAPSIM favorise la mixité sociale. Pierre Gaudreau cite les coopératives d'habitation ainsi que les logements sociaux qui accueillent une diversité de clientèles et facilitent les interactions. *« La question du droit de cité et de la reconnaissance des personnes itinérantes est une clé pour faire reculer les préjugés et le déni de la citoyenneté »*, conclut-il.

BÍLÝ KŮŇ
BAR
Jazz Live
mar, mer, jeu, ven
18 h-20 h
Musique classique
live dimanche
18 h-20 h
DJ
à partir de 22 h
Pour la programmation
complète visitez
www.bilykun.com
354, Mont-Royal Est
514 845-5392
McAUSLAN
LA PASSION DES GRANDES BIÈRES

Toute la technologie à votre service
Tous les services au même endroit
CENTRE DENTAIRE DE HAUTE TECHNOLOGIE DU QUÉBEC
Dre Joëlle Marcil
Chirurgien Dentiste
Dr Gabriel C. Lorgovan
Chirurgien Dentiste
URGENCE 514.524.6848
1823, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec)
www.CentreDentaireDeHauteTechnologie.com
Orthodontie invisible - Invisalign
Membres de l'A.S.E.Q.
Métro Papineau
45 coin Sherbrooke
Ligne verte
Métro Sherbrooke
24 est coin Papineau
Ligne orange

JEUNES ET RELIGION

Tracer son chemin de croix

CATHERINE LEGAULT MONTRÉAL CAMPUS

Les difficultés sont nombreuses pour les milléniaux qui adhèrent au christianisme

FRANÇOIS BRETON-CHAMPIGNY

Évoluant au sein d'une société québécoise individualiste et laïque, les chrétiens de la génération Y estiment aujourd'hui avoir plus de difficulté à s'épanouir dans leurs croyances.

« Partout où je vais, je me sens confronté à des réalités sociales qui vont à l'encontre de ma foi, confie Vincent Grondin, membre du conseil d'administration du Service d'animation biblique et pastorale de l'UQAM, IKTUS. *C'est très drainant de vivre ça quotidiennement »*, raconte l'étudiant au baccalauréat en droit de l'UQAM.

Le jeune homme de 27 ans se sent souvent jugé par ses pairs dans son milieu scolaire. *« Si on parle d'un sujet qui va à l'encontre de mes convictions religieuses en classe, je ne cacherai pas mon opinion, mais je suis tout à fait conscient que la majorité des gens me jugent ou ressentent même du mépris envers moi »*, relate-t-il. L'étudiant ajoute qu'afficher sa foi peut créer un handicap important dans les rapports sociaux avec les personnes qui l'entourent. *« Les gens n'aiment tout simplement pas parler de ces sujets-là,* poursuit celui-ci. *En ce sens, c'est difficile de vivre sa foi pleinement puisque l'on ne peut pas partager la bonne nouvelle comme on le souhaiterait »*, déplore-t-il.

Partager en paix

Pour Francis Lee, l'adhésion à IKTUS lui a permis de mieux s'intégrer au sein de la communauté uqamienne. *« Lorsque tu arrives à l'université, tu es souvent anonyme et seul,* relève l'étudiant d'origine sino-vietnamienne. *IKTUS représente une belle occasion pour les chrétiens de toutes professions de se rassembler et d'échanger sur divers sujets »*. Il précise que les jeunes sont souvent en quête de sens dans leur milieu social et que les groupes pastoraux peuvent souvent leur servir de lieux de repères.

À la recherche de soi

Vincent Grondin confie cependant que le groupe étudiant connaît des moments plus difficiles actuellement. *« L'heure de gloire de IKTUS a passé,* concède Grondin. *Le renouvellement des membres ne se fait pas très bien puisque le groupe rassemble des chrétiens de toutes les professions qui ont de la difficulté à s'entendre sur divers points »*, poursuit l'étudiant.

M. Grondin s'est converti au christianisme il y a trois ans lorsque l'un de ses enseignants lui a fait mieux connaître la Bible. L'ancien professeur au Département des sciences des religions de l'UQAM Louis Rousseau a d'ailleurs pu constater une augmentation majeure dans l'achalandage de ses classses pendant sa carrière. *« En quelques années, la moyenne d'étudiants présents dans mes cours est passée d'environ quinze à une centaine »*, raconte le retraité de l'UQAM. Selon ses estimations, environ un dixième des étudiants fréquentant ses cours à l'époque était croyant. Sur la totalité de ses élèves, plus de la moitié auraient ajouté un cours du Département des sciences des religions à leur cursus d'origine pour *« se faire une idée personnelle sur les différentes croyances »*, soutient le professeur.

Avides de trouver un sens dans la société qui les entoure, les jeunes chrétiens seraient donc plus enclins à aller chercher davantage de renseignements sur la religion que les générations antérieures. *« Les jeunes veulent aller plus loin que de seulement vivre leur foi,* explique Francis Lee. *On voit beaucoup de jeunes chrétiens qui font des retraites pour s'extirper du milieu dans lequel ils vivent et pour se faire leur propre tête sur leur place dans ce bas monde. »*

Louis Rousseau explique cette curiosité soudaine envers la spiritualité chez les jeunes d'aujourd'hui par une carence en matière d'éducation familiale. *« Après les années 70, la transmission familiale de la religion s'est pratiquement éteinte, avance-t-il. Sans discours religieux à la maison, les générations suivantes sont devenues ignorantes et en vieillissant, elles ont voulu avoir des réponses à leurs questions existentielles. »*

Le professeur tempère l'impression d'une recrudescence de la foi catholique dans la société québécoise. *« Certes, il y a une forme de curiosité vis-à-vis la foi chez les jeunes, mais on ne peut affirmer qu'une nouvelle vague de christianisme déferle sur le Québec,* nuance le retraité de l'UQAM. *C'est à travers l'éducation que les futures générations apprennent à respecter les différentes croyances de leurs semblables. »*

JEUNES ET RELIGION

PHOTOS CATHERINE LEGAULT MONTRÉAL CAMPUS

Motivés par leur foi religieuse, de jeunes croyants choisissent de se préserver jusqu'au mariage pour consommer leur union.

Chasteté désirée

À l'ère de la liberté sexuelle de plus en plus assumée certains jeunes choisissent l'abstinence par conviction religieuse.

MATISSE HARVEY

Conscients d'emprunter la voie de la marginalité, plusieurs jeunes adultes choisissent toujours de préserver leur virginité jusqu'à leur mariage dans le but d'atteindre l'amour et le bonheur absolus. Motivée par leurs convictions religieuses, cette attente contraste avec l'omniprésence de la sexualité dans la société actuelle.

Étienne Roy fait partie de ces jeunes Québécois qui font exception à la norme. Le chrétien de 19 ans a choisi de demeurer vierge jusqu'à son mariage. « *Pour moi, le fait de se préserver avant le mariage, c'est se rappeler que l'amour ce n'est pas exclusivement la relation physique entre deux personnes,* considère-t-il. *C'est aussi l'idée de s'engager et d'apprendre à connaître une personne.* » Étienne Roy a conscience que peu de gens de son âge optent pour ce choix, mais il assure ne ressentir aucune pression de la société.

« [Au Québec]*, la majorité des jeunes hétérosexuels auraient une transition à une vie sexuelle active entre 16 et 18 ans* », révèle la professeure au Département de sexologie à l'UQAM Marie-Aude Boislard-Pépin. La chercheuse mène actuellement une étude sur les expériences de virginité tardive au Québec.

« [La chasteté] *est présentée* [dans la religion] *comme quelque chose qui permet de choisir l'autre dans toute la dimension de sa personne* », explique Catherine Foisy, professeure au Département de sciences des religions à l'UQAM. Selon elle, ce choix peut encore aujourd'hui être particulièrement attirant pour un type de jeunes adultes en particulier. Certains cherchent à vivre dans la contre-culture ou ont de la difficulté à s'intégrer dans la société. La chasteté vient alors répondre à leur besoin d'être différents.

Remise en question

Tout comme Étienne Roy, Sarah* a longtemps choisi la voie de la chasteté. « *Ce n'est pas quelque chose que tu remets en cause, jusqu'à ce que tu sois devant une situation qui te la fasse remettre en cause* », confie l'étudiante de Concordia de confession musulmane. Elle s'est d'ailleurs longtemps questionnée sur l'importance qu'occupe la virginité dans l'Islam. « *Je me demande pourquoi c'est aussi spécial. Pourquoi c'est à la femme de se préserver et pourquoi on la voit comme un bijou que l'on donne à quelqu'un ?* » s'interroge Sarah.

La jeune musulmane en est venue à la conclusion que l'acte sexuel ne déterminait pas son niveau de croyance et qu'il ne dépréciait pas l'importance de sa foi. Sarah a eu peur d'être jugée par ses amies musulmanes qui lui auraient reproché de ne pas se respecter. « *Quand je parle à d'autres filles musulmanes qui ont couché avec des gars* [avec mes amies]*, c'est toujours de manière négative* », relève-t-elle.

Selon Sarah, plusieurs femmes ressentent également une plus grande pression que les hommes à perdre leur virginité en bas âge. « *Je ne sais même pas s'il y a une pression pour eux de la préserver, mais s'il y en a une, elle est très inégale* », s'étonne-t-elle. « *La femme est tellement associée à la sexualité, mais sa vraie valeur, on en parle moins souvent : le* leadership*, la place des femmes dans la société* », dénonce l'étudiante musulmane.

Marie-Aude Boislard-Pépin nuance toutefois cette vision. « *La virginité tardive semble être vécue avec des enjeux additionnels pour les hommes, notamment parce qu'un des marqueurs de la transition au statut d'homme, qui est encore perçu dans les croyances* [de la société]*, est le fait d'être actif sexuellement* », considère la chercheuse.

Avant de perdre sa virginité, Sarah a eu peur d'être étiquetée puisqu'elle a attendu plus longtemps que la moyenne des filles de sa génération. La jeune musulmane estime que la société valorise davantage les femmes qui ne sont plus vierges. Étienne Roy abonde en ce sens. « *Malheureusement, les contenus qu'on retrouve sur Internet illustrent une sexualité qui n'est pas réaliste* », déplore-t-il. Selon lui, la société actuelle brime les relations humaines et pousse les individus à adopter une approche de « *consommation de l'amour* » qui banalise le mariage. Le jeune chrétien a conscience que son choix n'est pas le reflet de celui de sa génération. Il a toutefois eu des amis qui n'ont jamais fait du mariage leur priorité.

Selon Marie-Aude Boislard-Pépin, la sexualité est aujourd'hui perçue comme une « *tâche développementale* » de la fin de l'adolescence. « *Le tabou est plus grand maintenant qu'on reconnait et qu'on sait que la majorité des gens vont avoir une sexualité active avant la transition à l'âge adulte* », clarifie-t-elle. Dans son étude, la professeure en sexologie à l'UQAM a noté que plus l'âge des participants était élevé, plus la stigmatisation de percevoir leur virginité comme une situation embarrassante l'était aussi.

« *On dit souvent : " c'est mon corps, je peux faire ce que je veux avec ",* estime Étienne Roy en faisant référence à la libération sexuelle. *On a hérité d'un corps qui nous est propre, donc c'est important de prendre soin de ce qui nous a été donné.* » Catherine Foisy soutient que, dans le catholicisme romain, la chasteté est présentée comme un don et un abandon de soi. « *Ce n'est pas l'expression de l'amour la plus forte. C'est l'amour véritable des époux, celui d'un amour désintéressé* [qui prévaut]», précise la professeure.

« *La difficulté, c'est que les institutions religieuses, au-delà de la théorie qu'elles enseignent, donnent très peu d'outils pour être en mesure de vivre ce qu'elles enseignent* », constate Catherine Foisy. Selon elle, les jeunes croyants ne sont pas outillés sur le plan pastoral pour pouvoir cheminer adéquatement dans cette décision de demeurer chastes avant leur mariage. « *Derrière tout ça, il y a une volonté de contrôler le corps des femmes et de faire de la virginité un enjeu important* », déplore la professeure en faisant référence à l'opposition de plusieurs religions à l'avortement et à la contraception ainsi qu'au recours à l'hyménoplastie (la reconstitution chirurgicale de l'hymen) chez plusieurs femmes musulmanes. En théorie, le discours religieux prône l'égalité pleine et entière des sexes, mais selon Catherine Foisy, le constat réel en est tout autre.

** Nom fictif*

QUAND LA POÉSIE DEVIENT REINE DE CARNAVAL

UN NO MAN'S LAND DES RÊVEURS
LÀ OÙ CHAQUE JOUR
IL EST POSSIBLE DE MOURIR
DANS LA BEAUTÉ

(extrait du poème de KIM PARADIS)

Plongez dans l'univers des **cercles de poésie montréalais**

À lire le 13 février dans la section Culture du montrealcampus.ca

Environnement et développement durable

FORMATIONS DE 2e CYCLE

Maîtrise | Microprogrammes | Diplôme

- À temps partiel ou à temps complet
- Cours offerts le jour ou les soirs et samedis
- À Longueuil et à Sherbrooke

Séances d'information

- Mercredi 15 février 18 h 30 à Longueuil
- Mardi 21 février 18 h 30 à Sherbrooke
- Mardi 14 mars 18 h à Longueuil
- Mardi 25 avril 18 h 30 à Longueuil

Assistez aux séances à distance

Centre universitaire de formation en environnement et développement durable
USherbrooke.ca/environnement
Environnement@USherbrooke.ca

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
Voir au futur

L'ART-THÉRAPIE, UNE EXPERTISE HAUTE EN couleur

DANS LE CADRE DE LA SEMAINE INTERNATIONALE DES THÉRAPIES PAR LES ARTS

Portes ouvertes

Centre de l'UQAT à Montréal
625, avenue du Président-Kennedy (8e étage)
16 MARS DE 16 H À 19 H

PRÉSENTATION DU MICROPROGRAMME DE 2E CYCLE
ET DE LA MAÎTRISE EN ART-THÉRAPIE

~

RENCONTRES AVEC DES PROFESSEURS, ÉTUDIANTS ET DIPLÔMÉS

~

VISITE DU CENTRE

~

ACTIVITÉ D'INITIATION À L'ART-THÉRAPIE

L'UQAT, LA SEULE UNIVERSITÉ EN AMÉRIQUE DU NORD À OFFRIR DES FORMATIONS EN ART-THÉRAPIE EN FRANÇAIS!

1 877 870-8728 poste 6746
nathalie.bogros@uqat.ca
uqat.ca/art-therapie

UQAT
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

ART FÉMINISTE

Entre zines, Tumblr et militantisme

Autopublié, ce moyen d'expression de plus en plus populaire permet une liberté de création non conventionnelle

RAPHAËLLE RITCHOT

C'est dimanche, un *« dimanche douceur »*, comme l'indique l'événement Facebook du festival d'ouverture de la librairie féministe l'Euguélionne. Une vingtaine de personnes sont sur place pour participer à un atelier de création de zines qui porte sur le bien-être personnel. Entre les affiches artistiques, les macarons aux slogans revendicateurs et les livres sur divers sujets marginaux, les organisatrices de cette journée déposent crayons de couleur, bâtons de colle et ciseaux sur la grande table où se déroulera l'atelier.

Les zines sont des petits livres très souvent faits à la main, où dessin, écriture et collage se côtoient. *« Ce sont des œuvres qui ne sont pas vraiment soumises à la censure, c'est une pratique qui a toujours été plus liée à un côté militant,* précise la membre fondatrice de la librairie, Camille Toffoli. *Il y a assurément une grande popularité des zines à Montréal. »*

Le professeur au Département d'études littéraires de l'UQAM Michel Lacroix rappelle qu'à la base, c'était aussi une pratique d'édition collective à peu de frais. *« Ça a d'abord commencé avec des fanzines, où les fans de science-fiction ou d'un auteur fabriquaient des petits zines. Le format s'est popularisé dans les réseaux plus militants et les zines ont vraiment participé au renouvellement de la pensée féministe au Québec, par exemple »*, explique-t-il.

L'artiste Ambivalently Yours, qui dirige l'atelier de création, se dit très influencée par le mouvement Riot Grrrl des années 90, qui avait beaucoup recours aux zines. Après plusieurs années à travailler dans le domaine de la mode, la jeune femme est retournée sur les bancs d'école pour effectuer une maîtrise en arts plastiques où elle a aussi complété une concentration féministe. C'est là qu'est né son projet. Elle a découvert les zines alors qu'elle cherchait une façon de documenter ce qui se passait en ligne. *« J'ai trouvé que le zine était une façon parfaite pour réussir à faire ça. Ce que j'aime c'est que je peux conserver ce qui se passe sur Internet précieusement sous la forme d'un objet physique »*, explique l'artiste.

RAPHAËLLE RITCHOT MONTRÉAL CAMPUS

Atelier de création de zines, dans le cadre du festival d'ouverture de la librairie L'Euguélionne

Ambivalently Yours, comme son nom l'indique, aborde des questions féministes d'un point de vue ambivalent. L'illustratrice essaie de représenter dans ses dessins — mettant en scène des personnages à la fois mignons et grotesques — les conflits d'émotions qui peuvent survenir bien souvent dans la vie de tous les jours, selon elle. *« La majorité de mes dessins sont inspirés par les messages que les gens m'écrivent sur Internet, principalement sur Tumblr*. Souvent, je m'y fais demander des conseils et comme je n'ai ni l'autorité ni l'expérience requise pour donner des conseils, je réponds principalement avec des dessins »*, raconte l'artiste aux cheveux colorés.

Michel Lacroix compare lui aussi la liberté qu'offre le zine avec la liberté présente dans les publications sur Internet. *« Par l'autopublication, les gens qui créent des zines arrivent à véhiculer les idées qu'ils veulent, à utiliser le langage qu'ils veulent. Ça ne veut pas dire de refuser toutes les corrections non plus, mais c'est de se faire corriger par quelqu'un qui partage notre point de vue,* explique-t-il. *Ce n'est pas comme être dans un magazine mainstream où quelqu'un dirait : ça c'est peut-être un peu trop fort, ici aussi, etc. »*

Petites publications, grande popularité

Pour Camille Toffoli, il était important de donner de la place dans leur librairie à des œuvres qui n'ont pas toutes la visibilité qu'elles méritent, ou qu'elles n'ont tout simplement pas dans les autres institutions littéraires. *« Il y a une grosse pratique du zine féministe et queer, donc pour nous, il n'y a pas de distinction entre ça et un livre, on ne les considère pas comme des productions marginales, on les considère vraiment comme des publications à part entière »*, précise-t-elle.

À l'Euguélionne, les zines sont des ouvrages populaires puisque leur distribution est généralement limitée à des contextes spécialisés, explique Camille Toffoli. *« Souvent, les artistes vont en vendre dans les foires, les expozines, ou dans leurs boutiques sur le Web, mais ça reste un objet que les gens aiment voir avant d'acheter, c'est quelque chose de très matériel. C'est pour ça que ça marche bien en boutique »*, continue-t-elle.

À la fin de l'atelier, Ambivalently Yours numérise toutes les pages créées par les participants. Elle compte en faire un zine collectif, qui sera plus tard vendu à l'Euguélionne. *« Le zine, c'est vraiment un objet qui peut lier l'art et l'écriture puisque la plupart du temps c'est autopublié, c'est un peu comme une façon D.I.Y.** d'approcher le monde littéraire »*, conclut la jeune femme.

Les activités du festival d'ouverture de la librairie L'Euguélionne se poursuivent jusqu'au jeudi 9 février.

** Tumblr est une plate-forme de microblogage créée en 2007 et permettant à l'utilisateur de publier du texte, des images, des vidéos, des liens et des sons sur son tumblelog.*

*** DIY est l'acronyme de Do It Yourself, qui signifie l'activité de créer ou réparer les choses soi-même.*

LIVRE

Une ligne du temps en images

Traces de l'histoire de Montréal offre un portrait illustré grand public de l'histoire de la métropole

LUCA MAX

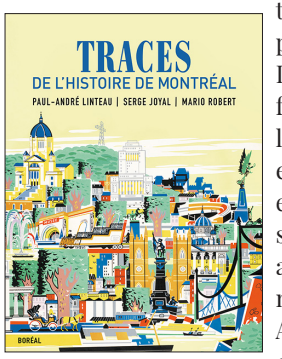
L'idée d'imager l'histoire de Montréal trottait dans la tête de Paul-André Linteau, Serge Joyal et Mario Robert depuis quelques années, les menant à publier *Traces de l'histoire de Montréal*, un ouvrage non seulement accessible à tous par son écriture, mais qui veut intéresser et rejoindre le grand public à travers des traces presque uniquement visuelles.

« On ne faisait pas un livre savant, un livre encyclopédique ou un catalogue d'exposition, explique l'historien et professeur à l'UQAM, Paul-André Linteau. *Je voulais quelque chose qui connecte le lecteur avec l'histoire de* [la ville]. »

C'est une lecture aisée pour tous les âges et tous les niveaux de lecture en raison des brèves descriptions qui accompagnent une myriade d'images tirées essentiellement des Archives de Montréal et de celles de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Divisé en cinq époques distinctes, allant de la colonisation française au 17e siècle jusqu'à l'émergence artistique et culturelle montréalaise de la seconde moitié du 20e siècle, *Traces de l'histoire de Montréal* permet d'apprivoiser dans son ensemble chaque période décisive dans l'évolution de la ville, à travers ses moments les moins reluisants comme dans ses meilleurs. Que ce soit l'Expo 67 ou les deux guerres mondiales, on retrouve au minimum une référence visuelle de ces moments événements au travers desquels la ville est passée, créant parfois une équité tirée par les cheveux.

La contrainte du nombre de pages fait en sorte qu'il y a un nombre égal d'images pour chaque événement. Il y a donc autant d'illustrations pour parler de ces moments majeurs et mineurs, ce qui donne l'impression qu'on sous-estime le caractère décisif ou marquant de certains chapitres de l'histoire de la métropole. *« On avait un éventail d'illustrations possibles et considérables, on a graduellement fait la sélection*, souligne M. Linteau. *Il n'y a pas de discrimination volontaire et on est bien conscient qu'on n'a fait qu'effleurer les choses. »*



Les révolutions sociales, les changements politiques, les faits marquants de l'histoire montréalaise et la dualité linguistique ne sont que quelques-uns des thèmes abordés dans le livre à travers différents moyens d'expression illustrés. On y trouve des photographies d'époque ou plus actuelles, des cartes de la ville au fil des siècles, des toiles d'artistes montréalais ou encore des illustrations diverses.

L'art montréalais est lui aussi extrêmement bien représenté, que ce soit du côté anglophone ou francophone, passant du Groupe de Beaver Hall aux Automatistes, surtout dans la dernière partie de l'ouvrage. Le lecteur pourra y retrouver *Hochelaga*, le tableau hautement coloré de Jean-Paul Riopelle ou les escaliers tournoyants de la toile *Stairways*, peinte par Marian Dale Scott. L'atmosphère plutôt factuelle créée par les images urbaines et cartographiques est cassée par l'analyse subjective des toiles aux couleurs et aux motifs vibrants.Paul-André Linteau souligne d'ailleurs que la ville est l'une des seules au Canada à posséder autant d'institutions muséales spécifiquement dédiées à son histoire. Que ce soit Pointe-à-Callière, le musée McCord ou les édifices comme le Château Ramezay, les Montréalais ne manquent pas de ressources pour s'informer, selon lui.

« Montréal est un carrefour de cultures, de populations et de langues, résume l'auteur. *En histoire, c'est ce qu'on appelle une frontière linguistique, c'est un lieu de séparation et de rencontres continuelles où deux langues s'influencent et s'enrichissent mutuellement. »*

Avec les prochaines célébrations entourant l'anniversaire de la métropole, les Montréalais ne pourront que bénéficier d'un accès aisé à leur histoire. Sans oublier que certains événements sont réellement plus importants même si leur caractère marquant ne transparaît pas, Traces de l'histoire de Montréal convient parfaitement comme introduction à celui qui voudrait s'intéresser plus en profondeur à son environnement.

TRACES DE L'HISTOIRE DE MONTRÉAL
Serge Joyal, Paul-André Linteau, Mario Robert
Éditions du Boréal
Montréal, 2017, 184 pages

ARCHITECTURE

L'UQAM: de A à W

Tour d'horizon de la conception des différents campus montréalais de « l'Université du peuple »

LAURENCE GODCHARLES

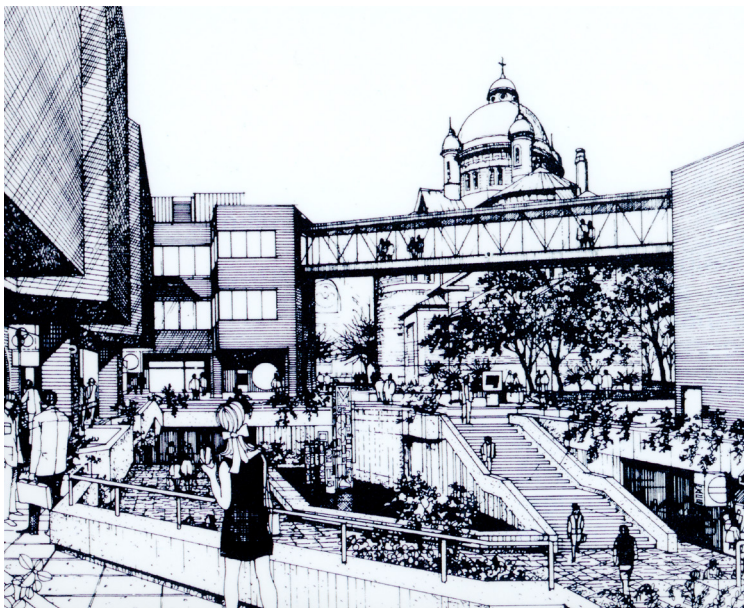
Bâtie autour de l'église Saint-Jacques, l'UQAM s'intègre à l'environnement urbain de la métropole montréalaise. Les plans d'origine de l'Université représentent une institution imprégnée à la ville. Le *Montréal Campus* s'est penché sur la genèse de sa conception architecturale, qui serait adaptée à ses valeurs progressistes, laïques et près de l'environnement.

Construire un campus en plein centre-ville était un plan innovateur, car avant les années 1960, les universités comme McGill, entre autres, étaient construites à l'extérieur des murs de la métropole. « *Ce n'est que vers la fin de cette décennie que les campus ont eu la volonté de devenir plus urbains* », raconte la professeure en histoire de l'architecture à l'UQAM Francine Vanlaethem, qui était présente lors de la fondation de l'Université.

L'UQAM devait être directement branchée au réseau de métro, en éparpillant ses pavillons sur quatre stations : Beaudry, Berri-de-Montigny, Saint-Laurent et Place-des-Arts. « *Les architectes voulaient que les étudiants prennent le métro pour se rendre à leurs cours* », explique Luc Noppen, professeur au Département d'études urbaines et touristiques.

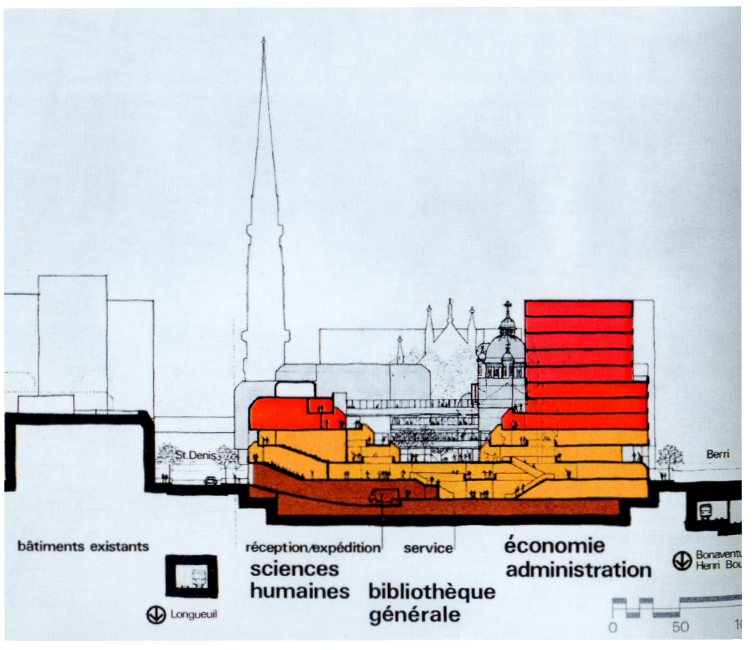
L'enseignant explique que le rez-de-chaussée de l'Université devait initialement être composé de locaux commerciaux, laissant les étages supérieurs aux classes. « *C'était censé permettre de mieux protéger le paysage urbain* », dit-il.

À l'origine, les architectes auraient même souhaité que les étudiants se déplacent entre les pavillons par des passerelles aériennes. « *Si vous allez au premier étage dans les pavillons Hubert-Aquin* (A) *et Judith-Jasmin* (J)*, vous remarquerez qu'il y a un long couloir qui mène droit dans un mur. C'est là que la passerelle devait se trouver* », ajoute Luc Noppen.



COURTOISIE DE LUC NOPPEN

Une illustration de la cour intérieure du pavillon Hubert-Aquin



COURTOISIE DE LUC NOPPEN

Le premier plan de ce qui allait devenir l'UQAM. Les étages orangés étaient voués à une utilisation commerciale, et en rouge, destinés à l'enseignement.

Influence brutaliste

Pourtant selon l'étudiante au doctorat en histoire de l'art et chargée de cours, Alessandra Mariani, « *L'UQAM, ça a l'air d'un bunker, si on veut dire ça à la plus simple expression* ». Cette particularité architecturale ne serait ni anodine ni unique. Selon elle, de nombreux établissements d'enseignement au Québec, tels que les cégeps et les polyvalentes, ont adopté cette esthétique lors leur construction.

Les allures de fortifications de l'université du Quartier latin seraient influencées par le brutalisme, un mouvement architectural anglo-saxon popularisé par les architectes Alison et Peter Smithson au début des années 1950. « *Pour le couple, cela* [le brutalisme] *signifiait la création de bâtiments qui donnent l'impression qu'on a trouvé les matériaux tels quels* », explique celle qui détient une maîtrise en histoire de l'art et une seconde en muséologie.

Ce courant artistique expliquerait d'ailleurs la raison pour laquelle le campus principal de l'UQAM, constitué des pavillons J et A, est composé de nombreuses structures de pierre, de béton et d'acier.

D'ailleurs, il n'y a pas beaucoup de fenêtres dans les pavillons. « *On pensait que si on en installait, les élèves ne seraient pas attentifs* », mentionne le professeur Luc Noppen.

Pour Alessandra Mariani, le brutalisme apparaît comme une réponse à la modernité qui, elle, promeut l'esthétique polie et uniforme. « *Il met de l'avant des matériaux plus bruts, comme la brique, qui détonnent avec l'image très léchée de l'architecture moderne* », dit-elle.

Les architectes auraient souhaité, par l'esthétique minimaliste des pavillons centraux, inaugurés en 1979, laisser les étudiants et le personnel s'approprier l'établissement. « *À l'époque, des études comportementales avaient rapporté que si l'on mettait les gens dans un bunker, ces derniers se sentiraient sans doute plus libres d'agir comme bon leur semble* », ajoute Alessandra Mariani.

Développement durable

Les firmes d'architectes Jodoin Lamarre Pratte ainsi que Dimitri Dimakopoulos et Associés — toutes deux derrières la construction des pavillons J et A — auraient essayé de transmettre, par leurs réalisations, une image architecturale et artistique progressiste.

Complètement différent du campus central, le Complexe des sciences Pierre-Danserau — dont la construction s'est échelonnée sur une période de treize ans, entre 1993 et 2006 — a quant à lui une architecture plus soucieuse sur le plan environnemental. « *On voit vraiment que le langage architectural a changé. Les bâtiments, tels que celui des sciences biologiques* (SB)*, intègrent un peu toutes les préoccupations présentes à la fin des années 1990 et du début des années 2000* », souligne l'étudiante au doctorat. Le Complexe des sciences exploite, entre autres, la transparence du verre coloré en plus d'abriter de nombreux espaces verts, dont des jardins intérieurs et extérieurs.

Alessandra Marina salue l'initiative de l'UQAM, qui souhaitait initialement intégrer les pavillons à l'urbanité. Elle perçoit toutefois un paradoxe dans la volonté de l'Université, dont l'idéologie serait de s'ouvrir, de se rendre « *perméable* » à la culture de la ville, alors que sa configuration la contraint plutôt à l'isolement. Un hermétisme entre autres explicable par sa « *configuration brutaliste, à la bunker, qui, comme une prison, enferme en fin de compte le savoir sur lui-même* », remarque la doctorante.

Avec Mélina Soucy

ART PUBLIC

L'OEUVRE OUVERTE

Pierre Leclerc, 1996

Aluminium, acier galvanisé (12 m²) et 72 plaques de verre claires et givrées

Ce quadrilatère métallique, couvrant la façade principale de l'École de design de l'UQAM, fusionne avec l'architecture brute de Dan S. Hanganu. Disposée sur le mur de pierre de ce pavillon moderne, cette œuvre d'art public confond celui ou celle qui ne sait distinguer la réalisation artistique du bâtiment. Par son inclinaison, elle invite le public à découvrir l'intérieur de cet immeuble où le béton avoisine les treillis de fer et les tôles déformées.

FALLING OUT OF THE BLUE

Marcel Saint-Pierre, 1991

Acrylique sur toile, plexiglas, 732 x 366 x 51 cm

Cet acrylique aux teintes bleutées, incrusté au plafond du hall d'entrée du pavillon des sciences de la gestion, crée une perspective par l'oblique de ses lignes. Son inclinaison suscite une sensation de chute chez celui qui la regarde, voire une impression de déséquilibre. L'artiste a notamment été professeur d'histoire de l'art à l'UQAM.

CHRISTIAN

Dominique Rolland, 1980

Pierres de Montréal et de Saint-Marc

Surnommée « les couilles » par de nombreux étudiants de l'Université, cette sculpture abstraite est l'une des plus mythiques du patrimoine uqamien. Située à l'entrée du pavillon Judith-Jasmin, elle attire les regards de ceux qui font de sa localisation un endroit brigué pour les rendez-vous. Sa composition minimaliste, conçue de pierres, louange l'esthétique des matériaux simples et naturels.

En coulisses

CHRONIQUE

Ode aux pavilloneurs

SARAH DAOUST-BRAUN

Lundi matin, 9 h 17. Vous sortez rapidement du métro et entrez dans le pavillon Judith-Jasmin. Vous passez devant l'agora et vous vous dirigez ensuite vers le tunnel qui mène au pavillon des Sciences de la gestion puis au pavillon J.-A.-DeSève. Vous arrivez enfin au DS-1520, prêt à affronter la journée.

Trop concentré à penser comment vous déchiffrerez les explications parfois confuses de votre professeur, vous n'avez pas remarqué les trois œuvres d'art public que vous avez croisées en chemin, ou encore l'ingénieuse intégration de la façade et du clocher de l'ancienne église Saint-Jacques au style brutaliste du Judith-Jasmin. Une œuvre, pour la petite histoire, signée par les firmes d'architectes Dimitri Dimakopoulos et Associés ainsi que Jodoin Lamarre Pratte dans les années 1970.

Hélas, peu connues sont les riches origines architecturales des multiples pavillons de l'UQAM, dont les plus vieux remontent aux années 1960 dans la foulée de la Révolution tranquille. Or, de petites merveilles d'architecture s'offrent à nos yeux ça et là dans le Quartier latin et le Quartier des spectacles. La symbiose de l'établissement d'enseignement supérieur francophone au milieu urbain a eu, ironiquement, raison de ce manque de reconnaissance : les étudiants passent leurs journées entre les murs de leur école, évitant d'avoir à sortir grâce à un astucieux système de tunnels.

Mettons un peu le nez dehors! L'UQAM ne se résume pas seulement à l'allure *« polyvalente »* des pavillons Judith-Jasmin et Hubert-Aquin, inaugurés en 1979, soulignant à l'époque le 10e anniversaire de la fondation de l'université. D'autres bâtiments, surtout contemporains, méritent qu'on s'y attarde un peu.

Le pavillon de Design conjugue habilement son *look* industriel — acier et béton exposé — à un souci du détail et du raffinement grâce à ses nombreux puits de lumière et à l'omniprésence du verre. Ce n'est pas pour rien que son architecte, Dan S. Hanganu, derrière la conception du musée Pointe-à-Callière et de l'actuel édifice principal des HEC Montréal, entre autres, a remporté en 1996 le prix d'excellence de l'Ordre des architectes du Québec pour ce pavillon.

Près de la Place des Arts, le complexe des sciences Pierre-Dansereau, complété en 2006, est aussi une réalisation admirable. Les étudiants convergent au cœur des huit bâtiments de brique jaune — un héritage des institutions montréalaises du début du 20e siècle — reliés par des jardins qui évoquent bien sûr l'étude des sciences de la vie. Difficile de manquer de vue le pavillon elliptique Président-Kennedy qui loge sur l'avenue du même nom.

Mais bon, sortons un peu de notre nombrilisme uqamien. Un peu plus à l'ouest, les pavillons de McGill construits dans les dernières décennies valent certainement un coup d'oeil.

Le Centre d'innovation Génome Québec, associé à l'École d'enseignement supérieur, est composé de deux principales façades de blocs de béton et de panneaux de verre bleutés. Conçu en 2003 par le consortium d'architectes Fichten Soiferman et Associés — Kuwabara Payne McKenna Blumberg Architects, le centre de recherche en génomique et protéomique contient un atrium de trois étages qui relie les bureaux des chercheurs du côté ouest aux laboratoires de l'est.

Ses voisins, les pavillons Trottier (2004) et M. H. Wong en génie chimique (1998), nichés au coin de la rue University et de l'avenue des Pins, participent aussi au modernisme du campus qui doit tout de même demeurer en harmonie avec les autres édifices qui datent du 19e siècle.

Une mention spéciale, pour finir, à la bibliothèque de droit Nahum Gelber, faite de pierre rouge et de brique brune qui rappellent les matériaux des maisons victoriennes du quartier. Une énorme fenêtre de deux étages de forme rectangulaire gorge le pavillon de McGill de lumière naturelle, parfaite pour l'étude.

Le génie derrière cette dernière œuvre ? Dan S. Hanganu, encore une fois. Une petite pensée pour lui et pour tous les autres pourrait être de mise la prochaine fois que vous arriverez en retard, ou non, à votre cours. ❖

DESIGN INTÉRIEUR

Homogénéisez vos goûts

MARISSA GROGUHÉ

Design épuré, éclairage industriel, comptoirs en marbre, bois franc : l'esthétique intérieure s'uniformise, principalement dans les cafés des grandes villes du monde. L'influence de ce design que l'on appelle *AirSpace*, popularisé par les réseaux sociaux, est toutefois sujette à débat.

Le site américain The Verge publiait il y a quelques mois un article concernant l'*AirSpace*, une nouvelle tendance qui harmonise les goûts et popularise l'esthétique minimaliste. *« En design, c'est toujours une question de tendances »*, commente Luci Côté, professeure de design d'intérieur au Cégep du Vieux Montréal, ajoutant que les modes suivent l'évolution constante des besoins de la société.

Les réseaux sociaux ont une portée qui permet de propager et d'universaliser les tendances plus facilement que jamais. Des plateformes comme Instagram, Pinterest ou Airbnb montrent quotidiennement des images qui présentent la façon *« in »* de décorer, de manger ou de vivre, et ce, dans des endroits qui ont très souvent une esthétique similaire. Dans son article *Welcome to AirSpace* paru dans The Verge, Kyle Chayka décrit des lieux *« aseptisés »*, *« anesthésiés »*, aux arrangements minimalistes, où les murs sont blancs, les comptoirs en marbre ou en bois et l'éclairage caractérisé par des ampoules qui pendent du plafond.

The Verge parle du concept de l'*AirSpace* comme un endroit virtuel à travers le monde où tout se ressemble. Il existe une homogénéité des esthétiques dans certains espaces publics, principalement les cafés, mais aussi dans les petits restaurants ou encore dans les lieux privés comme les appartements que l'on retrouve sur Airbnb.

Fondateur de la plateforme Th3rd Wave, un *« répertoire des meilleurs cafés à Montréal »*, Tomas Chevez affirme que cette esthétique est aussi reproduite dans les commerces de la métropole. *« Beaucoup de cafés de Montréal se retrouvent dans cet espace-là, l'*AirSpace*. Le consommateur de réseaux sociaux est très attiré par ça »*, commente-t-il. M. Chevez explique l'importance du visuel dans ce genre d'établissement et affirme qu'à *« certains endroits, le café est médiocre, mais ils ont un super beau design alors ils* pognent*, alors que d'autres ont un très bon café, mais n'ont pas une super belle esthétique et sont donc moins populaires »*. D'après lui, la clientèle cherche aussi des endroits qui seront beaux à montrer sur leurs propres comptes de réseaux sociaux.

JEAN BALTHAZARD MONTRÉAL CAMPUS

Le Cafellini, dans l'arrondissement Rosemont-La Petite Patrie, est un exemple de ces cafés Th3rd Wave qui pullulent à Montréal.

Montréal à contre-courant

Alors que Tomas Chevez observe l'esthétique *« anesthésiée »* tous les jours dans les endroits populaires de la Ville, les professionnels en design d'intérieur témoignent d'une autre réalité.

Selon Luci Côté, cette mode s'observe à certains endroits, mais n'est pas présente partout à Montréal. *« Oui, il y a cette tendance, mais il n'y a pas que celle-là. Ce que j'observe, c'est beaucoup plus la tendance environnementale, qui va vers la récupération très décorée »*, décrit l'enseignante.

Elle rapporte que bien que ce soit peut-être le cas dans le centre-ville, elle ne remarque pas beaucoup de cafés montréalais qui arborent un environnement aseptisé. Au contraire, selon cette dernière, ce sont plutôt les matières brutes, les matériaux récupérés et la décoration industrielle qui règnent dans les autres arrondissements de la métropole, comme le Mile-End ou dans le Mile-Ex.

La directrice de la compagnie de design intérieur, résidentiel et commercial montréalaise MIDesign, Mélodie Violet, croit elle aussi que les cafés de Montréal ne suivent majoritairement pas le style épuré. *« Montréal est un peu à la traîne »*, avance-t-elle.

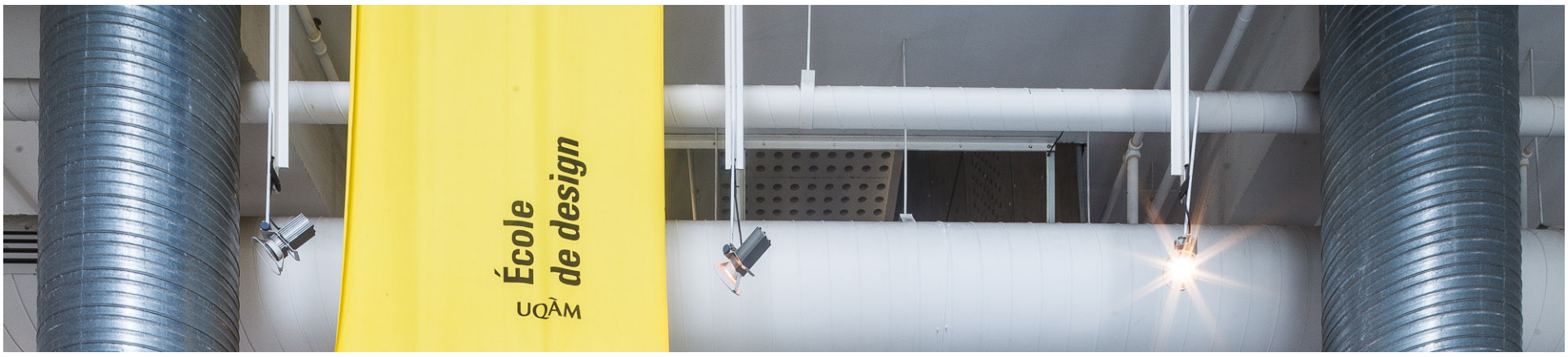
Selon elle, il est de plus en plus question de cette mode neutre et très moderne dans le design résidentiel, mais du côté commercial, l'atmosphère chaleureuse est plutôt mise de l'avant à travers l'utilisation de motifs, de bois traditionnel et des espaces ouverts. *« Les gens aiment voir ces nouveaux designs* [que l'on trouve sur les réseaux sociaux]*, mais ils sont un peu plus sur la défensive au moment d'aller vers quelque chose de plus épuré »*, indique la designer professionnelle.

Destinations branchées

Tomas Chevez croit fermement au pouvoir des médias sociaux dans la commercialisation d'un café ou d'un restaurant. *« Je suis capable de palper au jour le jour la croissance de l'influence des réseaux sociaux »*, témoigne l'homme de 28 ans, qui travaille exclusivement avec ces outils pour son entreprise. Les cafés que Th3rd Wave conseille à ses lecteurs voient aussi leur nombre de mentions *« j'aime »* augmenter, puisque leur design plaît aux consommateurs qui les ont vus sur une des plateformes sociales du *« répertoire »*.

L'entrepreneur considère que l'influence de l'esthétique dans les commerces est essentielle à la popularité de ceux-ci. L'esthétique prend aujourd'hui de plus en plus d'importance dans l'appréciation d'un commerce puisque les consommateurs ont *«* [de] *plus en plus d'outils pour montrer* [leur] *quotidien »*, d'où ce changement marquant dans l'expérience routinière de prendre un café.

DESIGN EN REDÉFINITION



Mettre en lumière le bâti de demain

L'architecture de nos universités au service de l'environnement et de la réussite scolaire

JULIEN DENIS

La prise de conscience collective des impacts positifs qu'a le design sur les étudiants et l'environnement a orienté de nombreux changements dans la conception architecturale des établissements d'enseignement supérieur au Québec. Sont désormais à l'honneur des espaces plus ouverts, une fenestration abondante et des couleurs vives.

Marc-André Carignan, chroniqueur en développement urbain et en architecture durable pour Radio-Canada et le journal *Métro*, précise que la fenestration des établissements scolaires est maintenant une priorité dans le design des écoles primaires, mais aussi pour celui des universités et des cégeps. *« La luminosité des lieux est primordiale. Il faut ouvrir les bunkers »*, note-t-il en référence au style austère et à l'éclairage au néon du campus principal de l'UQAM, situé dans le Quartier latin.

« On a compris que la lumière naturelle stimulait psychologiquement en plus d'avoir une influence positive sur les résultats des élèves », ajoute-t-il. Ce dernier s'appuie notamment sur les conclusions d'une étude de l'Université britannique de Salford qui confirme que les résultats scolaires des étudiants du primaire sont intimement liés à leur climat d'apprentissage.

Les chercheurs ont été en mesure de démontrer une *« variation de 16 % sur le progrès d'apprentissage pour des classes bien désignées. »* Cette étude avait comme échantillon *« 153 classes issues de milieux sociaux économiques et géographiques différents »* et tenait compte de *« facteurs significatifs tels que la lumière naturelle, la température et les choix des couleurs »*.

Marc-André Carignan, souligne que les méthodes de construction sont aujourd'hui bien différentes de celles employées lors de la création des universités du réseau de l'Université du Québec à la fin des années 1960.

« C'est certain qu'il y avait des façons de faire à l'époque. On déconstruisait pour reconstruire sans réel souci pour le patrimoine, et ce, au nom de la modernité », soutient M. Carignan. Ce dernier ajoute que l'édification de nouveaux pavillons universitaires s'effectue aujourd'hui, contrairement à l'époque, en fonction des besoins des étudiants et du corps professoral qui occuperont ces lieux. *« L'ajout d'espaces de socialisation et d'espaces technologiques* [liés] *»*, par exemple, comble certaines nécessités mentionne-t-il.

Des designs personnalisés

Nicolas Reeves, architecte, designer et enseignant à l'UQAM, dresse le même constat. *« Les préoccupations spécifiquement architecturales au Québec sont assez récentes. Pendant un temps, le mot d'ordre était " tant que cela fonctionne et que ça ne coûte pas cher ". Il n'y a pas d'architecture dans cette manière de penser »*, rétorque l'enseignant en faisant référence aux pavillons Judith-Jasmin et Hubert-Aquin.

C'est tout le contraire pour le pavillon de Design de l'UQAM, érigé de 1994 à 1995. *« Ici, nous avons la chance d'avoir un bâtiment qui est très fenestré avec des puits de lumière qui traversent tous les étages »*, soutient l'architecte qui reconnaît l'apport de son créateur, Dan S. Hanganu.

Nicolas Reeves renchérit sur les conséquences des considérations architecturales dans un contexte urbain. *« Il y a toutes sortes de mécanismes qui doivent permettre, en théorie, d'être en équilibre avec son environnement tout en fournissant à ses utilisateurs un environnement adéquat à l'apprentissage »*, explique le designer.

Pour lui, l'art technologique pourrait incarner ce désir d'adaptation au milieu d'apprentissage et s'accorder parfaitement aux universités. M. Reeves définit ce procédé comme une utilisation des technologies *« dans un but poétique et pas nécessairement dans un but fonctionnel ou pratique »*, et rétorque que ce genre d'œuvres pourrait très bien convenir dans une université *« puisque ces installations comportent une composante culturelle vectrice de sens »*. Il se réfère à l'œuvre *Radicaux libres*, de Philippe Jean et du professeur de l'UQAM Jean Dubois, installée à la Grande Bibliothèque où l'on *« retrouve un flux continu de lettres affichées sur le sol qui ont tendance à s'agglutiner graduellement aux pieds des spectateurs en formant des groupes de termes tous aussi différents qu'évocateurs. »*

L'élaboration de nouveaux espaces au sein d'un campus s'organise aujourd'hui pour combattre certains défis environnementaux. *« Il faut aussi être flexible dans l'architecture des établissements d'enseignement supérieur*, lance Marc-André Carignan. *Il faut bâtir en fonction des 100 prochaines années en prévoyant les besoins à long terme. Dans un contexte de développement durable, il faut que les établissements publics donnent l'exemple »*, ajoute-t-il, indiquant du même souffle que ce type d'installation permet de renforcer le sentiment de fierté et d'appartenance aux lieux d'apprentissage.

Souci de pérennité

Soucieuse de faire cohabiter l'esthétisme et le développement durable, l'Université Sherbrooke a par exemple fait installer un bassin retenant et valorisant l'eau de pluie sur la zone extérieure de son campus principal. Cette réalisation permet de purifier l'eau provenant des rues et des espaces de stationnement.

Nicolas Reeves confirme aussi l'importance de bâtir des espaces universitaires qui tiennent compte du développement durable sans toutefois minimiser l'influence de leur apparition dans l'espace public. *« Lorsqu'on insère un bâtiment dans une ville, on modifie le cadre de vie des gens. Il ne faut plus penser à un édifice de façon égocentrique, mais plutôt à un édifice s'intégrant à l'ensemble de la ville des points de vue architectural, social et spatial »*, poursuit-il.

Des étudiants de l'UQAM en design pourront quant à eux participer prochainement à l'approfondissement de la réflexion sur cet enjeu architectural. Ces derniers devront imaginer un pavillon universitaire en guise de travail de session.

Le professeur croit que ce projet permettra aux étudiants de *« réaliser l'immensité des variétés, des réflexions et des solutions possibles »* lors de l'élaboration d'un tel édifice.

PHOTOS GUILLAUME LEVASSEUR

Le pavillon de l'École de design de l'UQAM, inauguré en février 1996, est situé au coin des rues Sainte-Catherine Est et Sanguinet.

DES ACTIVITÉS GRATUITES ET ÉDUCATIVES POUR BENOÎT

Vaillancourt

ÉTUDIANT À L'AFFÛT

TU ES ÉTUDIANT ET TU AS DES PROJETS ? ON T'OFFRE UN ENDROIT INSPIRANT !

Desjardins 360^{d} – UQAM

Aime notre page Facebook pour être au courant des activités, concours et dîners-conférences !

@Desjardins360d

Desjardins 360^{d}